



BRÈVE ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°09 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le taux de prêts non performants baisse à 30,33 % grâce au rééchelonnement ;
- ❖ **Inde** : Croissance de 7,8% au T3 2025-26 et révision des séries de PIB ;
- ❖ **Népal** : Hausse de la dette publique népalaise à mi-février 2026 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Effets macroéconomiques de la guerre contre l'Iran.

À RETENIR

7,8%

Croissance du PIB réel indien au T3 2025-26

Bangladesh

Le taux de prêts non performants baisse à 30,33 % grâce au rééchelonnement

Le ratio des prêts non performants (PNP) du secteur bancaire bangladais est tombé à 30,33 % à la fin 2025, contre 35,73 % trois mois plus tôt, grâce à des rééchelonnements importants des crédits et à des efforts accrus de recouvrement. Le montant total des NPL a diminué de 872 Mds Tk ($\approx$ 6,4 Mds EUR), pour atteindre 5572 Mds Tk.

Cette réduction fait suite à une politique introduite en septembre dernier par la Banque centrale, qui permet aux emprunteurs concernés de rééchelonner leurs prêts classés sur une période pouvant aller jusqu'à 10 ans, avec seulement 2 % d'acompte et un délai de grâce pouvant aller jusqu'à deux ans. Environ 1 500 entreprises ont demandé à bénéficier de cette facilité, et près de 1 300 ont jusqu'à présent régularisé leurs prêts dans ce cadre. Plus récemment, la Banque du Bangladesh a encore assoupli les conditions, autorisant le rééchelonnement des prêts avec un acompte de seulement 1 %.

Le taux de PNP demeure plus important pour les banques publiques (44%) que pour les banques commerciales (28%).

[NPLs in banks drop to 30.6% in Q4 on aggressive rescheduling](#)

Le conflit au Moyen-Orient fait peser de nouveaux risques sur l'économie bangladaise

L'escalade militaire au Moyen-Orient et les tensions autour du détroit d'Ormuz suscitent de fortes inquiétudes au Bangladesh. Économie fortement dépendante des importations d'énergie, des routes maritimes internationales et des marchés du Golfe pour l'emploi de sa diaspora, le pays pourrait subir des répercussions significatives si le conflit se prolonge.

Le secteur du commerce extérieur est déjà affecté par les premières perturbations logistiques. Maersk a par exemple suspendu toutes les nouvelles réservations de fret entre le sous-continent indien – dont le Bangladesh – et plusieurs ports du Golfe (Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Koweït, Irak et certaines zones d'Arabie saoudite) en raison des risques pour les navires et les cargaisons. Cette suspension pourrait ralentir les exportations bangladaises, en particulier celles de l'industrie du prêt-à-porter, pilier de l'économie nationale. Une part importante des flux commerciaux vers l'Europe et le Moyen-Orient emprunte en effet les routes maritimes reliant l'Asie au Golfe et au canal de Suez. Les entreprises redoutent également une forte hausse des coûts logistiques : les primes d'assurance maritime pourraient augmenter fortement, tandis que les délais de livraison s'allongeraient si les navires doivent emprunter des itinéraires alternatifs.

Le Bangladesh est particulièrement exposé à un choc énergétique. Le pays importe la totalité de son pétrole, principalement d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, tandis qu'environ 35 % de la demande nationale de gaz est couverte par du gaz naturel liquéfié (GNL) importé, là-aussi, en grande partie depuis le Moyen-Orient - en particulier dans le cadre d'un accord de long-terme avec le Qatar. QatarEnergy a d'ores et déjà invoqué la raison de force majeure, mettant en péril une grande partie de l'approvisionnement en gaz, QatarEnergy devant fournir 40 des 115 livraisons cette année.

Les autorités indiquent disposer de réserves permettant de couvrir plus de 20 jours de consommation, ce qui limite le risque immédiat de pénurie. Mais si le conflit se prolonge, les

analystes préviennent que la hausse des prix du pétrole et du GNL pourrait accroître la facture énergétique du pays et peser sur les finances publiques ainsi que sur l'inflation. Petrobangla a déjà prévu d'acquérir 4 cargos sur marché spot pour le mois de mars.

Dans le même temps, le ministère de l'énergie a ordonné d'accroître la production électrique à partir de charbon tandis que la population a été appelé à réduire l'usage de véhicules thermiques et la consommation d'électricité.

Au-delà du commerce et de l'énergie, la crise au Moyen-Orient suscite également des inquiétudes pour les travailleurs migrants bangladais, dont plusieurs millions sont employés dans les pays du Golfe. Cette région constitue une source essentielle de revenus pour le Bangladesh à travers les transferts de fonds envoyés par les expatriés. En février 2026, les transferts depuis le Moyen-Orient représentaient 1 368 M USD, soit 45% du total. Les transferts de la diaspora jouent un rôle majeur pour équilibrer la balance des paiements.

[Les exportations reculent à nouveau en février](#)

Les exportations ont continué de se contracter en février, enregistrant leur septième mois consécutif de baisse. Les expéditions ont atteint 3,50 Mds USD, soit une chute de 12 % sur un an et de plus de 20 % par rapport à janvier, selon les données de l'Export Promotion Bureau (EPB).

Sur les huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-26 (juillet-février), les exportations totales ont reculé de 3,15 % à 31,9 Mds USD. Le secteur du prêt-à-porter, qui représente plus de 80 % des recettes d'exportation du pays, est le principal facteur de cette contraction : ses ventes ont diminué de 3,73 % sur la période à 25,8 Mds USD et de 13,2 % sur un an en février, à 2,81 Mds USD.

[Exports shrink for seventh month as February shipments plunge](#)

Inde

[Croissance de 7,8 % au T3 2025-26 et révisions des séries de PIB](#)

Le PIB réel de l'Inde a progressé de 7,8% en glissement annuel au T3 FY26, contre 7,4% un an auparavant et 8,4 % au trimestre précédent, selon la nouvelle série en base 2022-23. La croissance reste tirée par la demande intérieure, en particulier la consommation privée (+8,7%) et l'investissement (+7,4%), tandis que la contribution du commerce extérieur demeure négative en raison d'un ralentissement des exportations et d'une hausse des importations. Du côté de l'offre, l'activité est portée par l'industrie manufacturière et les services, alors que le secteur primaire ralentit sensiblement sous l'effet de la baisse de l'inflation agricole.

La révision de l'année de base s'accompagne également d'un ajustement significatif des séries historiques : la croissance de 2023-24 est ramenée de 9,2% à 7,2%, tandis que celle de 2024-25 est relevée de 6,5% à 7,1%, reflétant l'intégration de nouvelles sources statistiques (ASUSE, PLFS, données GST) permettant une meilleure mesure de l'économie informelle et des services. Dans ce contexte, le MoSPI anticipe désormais une croissance de 7,6% pour l'ensemble de FY26, contre 7,4 % dans les estimations précédentes.

Népal

Les importations de véhicules chinois surpassent largement celles en provenance d'Inde

Au cours des sept premiers mois de l'exercice budgétaire 2025-2026 (mi-juillet à mi-février), la Chine s'est imposée comme le principal fournisseur de véhicules électriques au Népal, avec environ 87% des importations, contre 13% pour l'Inde. Les importations de véhicules électriques en provenance de Chine sont ainsi près de six à sept fois supérieures à celles provenant de l'Inde sur la période.

[China-made EVs dominate Nepal's vehicle imports in seven months of current FY](#)

Recul de l'industrie dans la structure du PIB au cours des dix dernières années

Selon le dernier rapport macroéconomique de la Nepal Rastra Bank (NRB), la contribution du secteur manufacturier au produit intérieur brut du Népal s'est nettement contractée au cours de la dernière décennie, passant de 15% à 12,8% du PIB. Entre les exercices 2014-15 et 2024-25, la part de l'agriculture dans le PIB a reculé de 30,3% à 25,2%, tandis que celle des services s'est accrue de 54,7% à 62%, confirmant la tertiarisation progressive de l'économie népalaise.

Sur la période, la croissance potentielle de l'économie est estimée à 4,2% en moyenne, mais elle demeure modérée et inégale selon les secteurs, l'activité n'ayant pas pleinement retrouvé son dynamisme d'avant la pandémie. La demande intérieure reste contrainte par une consommation et un investissement privés modestes, ainsi que par des performances budgétaires limitées.

La NRB souligne que l'abondance de liquidité a contribué à maintenir des taux d'intérêt historiquement bas, sans pour autant relancer significativement la croissance du crédit. Sur le plan extérieur, la situation demeure solide, soutenue par des transferts de fonds élevés des travailleurs expatriés, un excédent du compte courant et un niveau record de réserves de change.

[Nepal's growth averages 4.2% in a decade, industrial base weakens](#)

Sri Lanka

Effets macroéconomiques de la guerre contre l'Iran

Alors que le Sri Lanka abordait 2026 avec une position extérieure améliorée (excédent courant estimé à 1,7 Md USD en 2025 et réserves de change en reconstitution), la guerre contre l'Iran, en fonction de sa durée et de son intensité, pourrait constituer un choc majeur pour cette économie encore fragile. Ses effets se transmettent à l'économie sri-lankaise via : (1) Les importations, notamment de produits énergétiques (toute hausse de 1 USD/baril ajoute 42 MUSD/an aux importations du pays) qui affectent le niveau de l'excédent courant et des réserves de change (2) La hausse des coûts de transport/assurance et les perturbations de routes maritimes qui compliquent le transport des exportations sri-lankaises (3) La modification du cycle économique au Moyen-Orient, avec des effets potentiels sur les transferts de travailleurs (8 Mds USD en 2025) (4) Les flux touristiques (une baisse de 1% des arrivées représente 30 à 35 MUSD de recettes en moins) et (5) A plus long terme, la modification des conditions financières internationales avec une aversion au risque plus importantes, des spreads souverains s'élargissant et un accès au financement externe restreint.

Consolidation des petites banques au Sri Lanka

L'agence de notation Fitch Ratings juge le retour à un cadre de consolidation par la banque centrale positif pour les profils de crédit du secteur bancaire. La banque centrale vise les banques dont les actifs sont inférieurs à 400 Mds LKR. Cette catégorie regroupe sept banques notées par Fitch, qui représentent toutefois moins de 5% des actifs totaux du système bancaire (Housing Development Finance Corporation Bank of Sri Lanka, State Mortgage & Investment Bank, SANASA Development Bank PLC, Cargills Bank PLC, Pan Asia Banking Corporation PLC, Amana Bank PLC, Housing Development Finance Corporation Bank of Sri Lanka, en cours d'acquisition par Bank of Ceylon et State Mortgage & Investment Bank, en cours d'acquisition par People's Bank). La consolidation est considérée comme un moyen de renforcer les niveaux de capitalisation et de faciliter le respect des limites réglementaires. Fitch souligne aussi que des transactions de fusion/acquisition sont déjà en cours pour certaines de ces banques, indiquant une dynamique active de rationalisation du secteur.

[Fitch Ratings](#)

Baisse de la dette publique en 2025

Au 31 décembre 2025, la dette brute de l'État atteignait 100,4 Mds USD à comparer à 101,3 Mds USD fin 2024. La dette des entreprises publiques a poursuivi sa décrue, passant de 4,9 Mds USD fin 2024 à 3,5 Mds USD fin 2025. Au total, la dette publique passe ainsi de 106,2 Mds USD fin 2024 (107,3% du PIB) à 103,9 Mds USD fin 2025 (98,6% du PIB).

[Treasury](#)

Lancement du Sri Lanka Opportunity Fund d'ACP

Un nouveau véhicule d'investissement dédié au Sri Lanka ambitionne de lever jusqu'à 100 MUSD (il est initialement capitalisé à hauteur de 10 MUSD) à l'international dans les 6 à 12 mois suivant son lancement. Le Sri Lanka Opportunity Fund, géré par Asia Capital PLC (ACP), se présente comme le premier fonds OPCVM (Organisme de placement collectif en valeurs mobilières) exclusivement consacré au marché sri-lankais. Structuré selon le cadre réglementaire européen, le fonds offre aux investisseurs institutionnels et qualifiés un accès conforme aux standards européens de gouvernance, de gestion du risque et de liquidité quotidienne. Sa stratégie d'investissement cible principalement les actions cotées au Sri Lanka, avec des allocations complémentaires en titres à revenu fixe et instruments liquides. L'objectif est de capter les opportunités liées à la reprise économique du pays et aux valorisations jugées attractives sur le marché local.

[Sri Lanka Fund](#)

Une obligation bleue sri-lankaise accessible aux investisseurs internationaux

La banque sri-lankaise DFCC a fait admettre au NSE International Exchange (NSE IX) à GIFT City, en Inde, en plus de la bourse de Colombo, sa première obligation bleue (émission de 3 Mds LKR), destinée à financer des projets liés à l'eau et aux milieux aquatiques. L'opération s'inscrit dans un accord de coopération entre NSE IX et la bourse de Colombo, visant à faciliter la cotation de certains instruments sri-lankais sur la place indienne. En élargissant le lieu de cotation, DFCC cherche à accroître la visibilité de l'obligation et à toucher davantage d'investisseurs que sur la seule place de Colombo, dans un contexte où le pays tente de diversifier ses sources de financement et de développer des instruments durables.

[NSEIX](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

Les dernières publications des services :

- SER de New Delhi – [L'évolution du cours de l'INR](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr